

Pour la troisième année consécutive, cette étude rend compte de l'évolution des principaux indicateurs Solvabilité II. Un éclairage tout particulier sera apporté sur les impacts liés à la reprise économique post-crise sanitaire observés courant 2021. Notre étude repose sur un panel* de 8 bancassureurs, 18 mutualistes, 12 (ré)assureurs traditionnels et 19 assureurs de niche (soit environ 80% des primes du marché non-vie) et exclut certaines compagnies du fait de leur structure spécifique jugée non représentative du marché de l'assurance français. Les éléments présentés s'appuient notamment sur l'analyse des SFCR et QRT publics.

Ratios SII et MCR

Après une période de baisse débutée en 2019, **le ratio de solvabilité du marché français se stabilise : -2 points en 2021**. En 2021, cette stabilisation est directement liée au rebond économique qui s'est traduit par une augmentation globale du chiffre d'affaires, une remontée des taux et une moins forte volatilité des charges selon les branches d'assurance. Ce rebond est toutefois contrebalancé par une situation de crise sanitaire durable (l'année 2021 a été frappée par de nombreux variants de la covid-19) et pesant notamment sur les dépenses de santé (via le report de soins), la mise en application à plein régime de la réforme « 100% Santé » ainsi qu'une hausse modérée de l'inflation. **Les bancassureurs retrouvent ainsi les niveaux de ratios de solvabilité d'avant crise, et les (ré)assureurs traditionnels gardent un niveau stable (finalement peu impactés du fait d'une forte diversification de portefeuilles).**

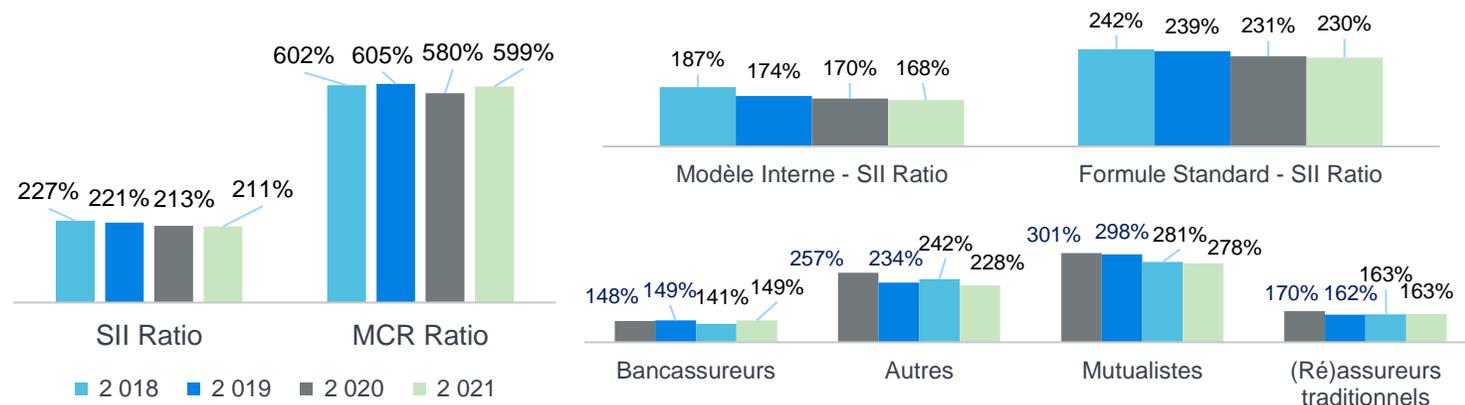
Répartition des risques au sein des SCR

Pour les assureurs en **formule standard**, les **risques de marché et de souscription non-vie** représentent les 2 principaux risques avec respectivement, en 2021, 38% et 41% de la somme des risques (y.c. risque opérationnel). La **forte hausse de la part du marché** s'explique en grande partie par : une **volatilité significative** (marchés financiers et taux de change), une **hausse des expositions** liée à la bonne performance des marchés actions, ainsi qu'un **effet dampener** (passage d'un effet dampener de -0,5% à 6,9%) venant augmenter mécaniquement le SCR action. La **fin de l'année 2021** marque également le **début d'une hausse de l'inflation, qui s'installe durablement en 2022**, causant notamment une **baisse de valeur de marché des actifs obligataires**. Le risque de **souscription non-vie** est également **en hausse** (+0,5% en 2020 par rapport à 2019 et +2,3% en 2021 par rapport à 2020) mais sa part diminue du fait de la forte hausse de la part du risque de marché dans le SCR.

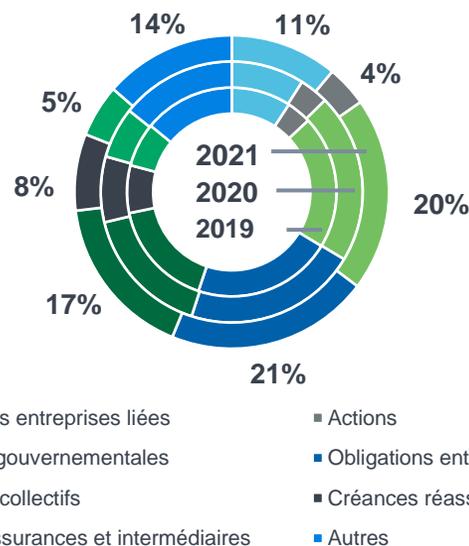
Répartition des actifs

La **répartition des actifs est stable**. En effet, les investissements dans les obligations gouvernementales et d'entreprises représentent une part supérieure à 40% sur les trois derniers exercices, les actions représentent moins de 5% des actifs. Dans la continuité de l'année 2020 et dans le cadre de la finance durable et de la lutte contre les risques climatiques, les investissements des assureurs s'orientent vers des **placements verts, qui dépassent les 100 milliards d'euros en 2021, soit 5% des actifs gérés (Argus de l'assurance).**

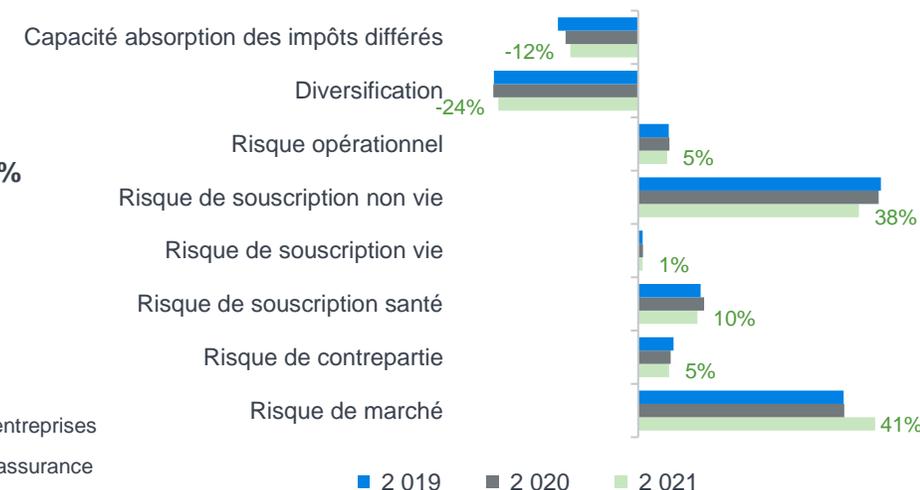
Ratios SII et MCR Totaux / Par type de modèle / Par type d'assureurs – SFCR 2018-2021



Répartition des actifs – SFCR 2019-2021



Répartition SCR Brut (Formule Standard) – SFCR 2019-2021



*Du fait d'un périmètre revu, certains chiffres pourront présenter des différences avec l'étude précédente.

Evolution des ratios combinés

Au global, le ratio combiné du marché a augmenté, avec un passage de 96% à 97% (après réassurance et hors produits financiers). Cependant, l'évolution des ratios combinés des diverses branches d'activités présente de fortes disparités.

Pertes pécuniaires : Cette branche est marquée par la plus forte amélioration de son ratio combiné avec une perte de 26 points entre 2020 et 2021. Cela s'explique en majeure partie par la reprise des activités à la suite de la crise sanitaire. En effet, les pertes d'exploitation sans dommages, annulations et autres garanties de la branche pertes pécuniaires sont en forte diminution avec la reprise des activités.

Assurance Auto : La fréquence des sinistres revient graduellement à des niveaux comparables à l'avant crise sanitaire mais les assureurs ont été mis sous pression du fait de l'inflation de la main d'œuvre et des coûts de pièces détachées (pénurie de matières premières, défaillances de la chaîne d'approvisionnement mondiale avec la reprise économique). Les assureurs ont également dû faire face au changement de comportement de leurs assurés en lien avec la persistance de la crise de la covid-19 (moins utilisation de la voiture personnelle, réduction des trajets, etc.) ce qui a mis la pression sur la politique tarifaire de la branche auto individuelle.

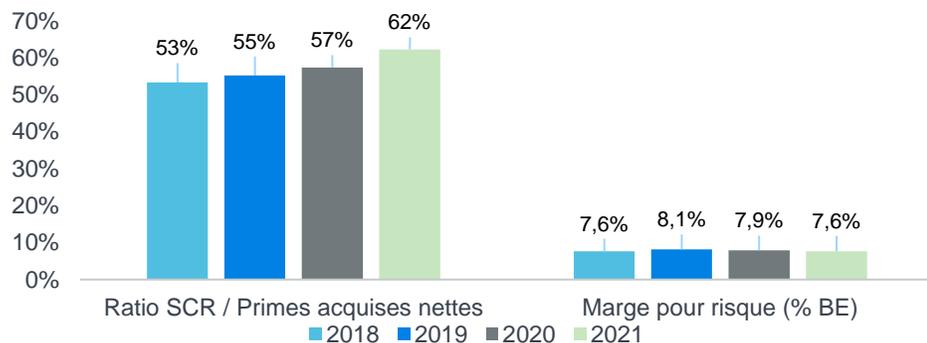
Responsabilité Civile Générale : Cette branche demeure particulièrement volatile pour l'ensemble des acteurs. En 2021, il n'y a pas de sur-volatilité observée par rapport aux années antérieures ; néanmoins quelques malis conséquents ont pu être constatés chez certains acteurs ce qui entraîne une fluctuation parfois conséquente.

Cat Nat : La sinistralité et les coûts assurés sont en baisse par rapport aux années précédentes (CCR).

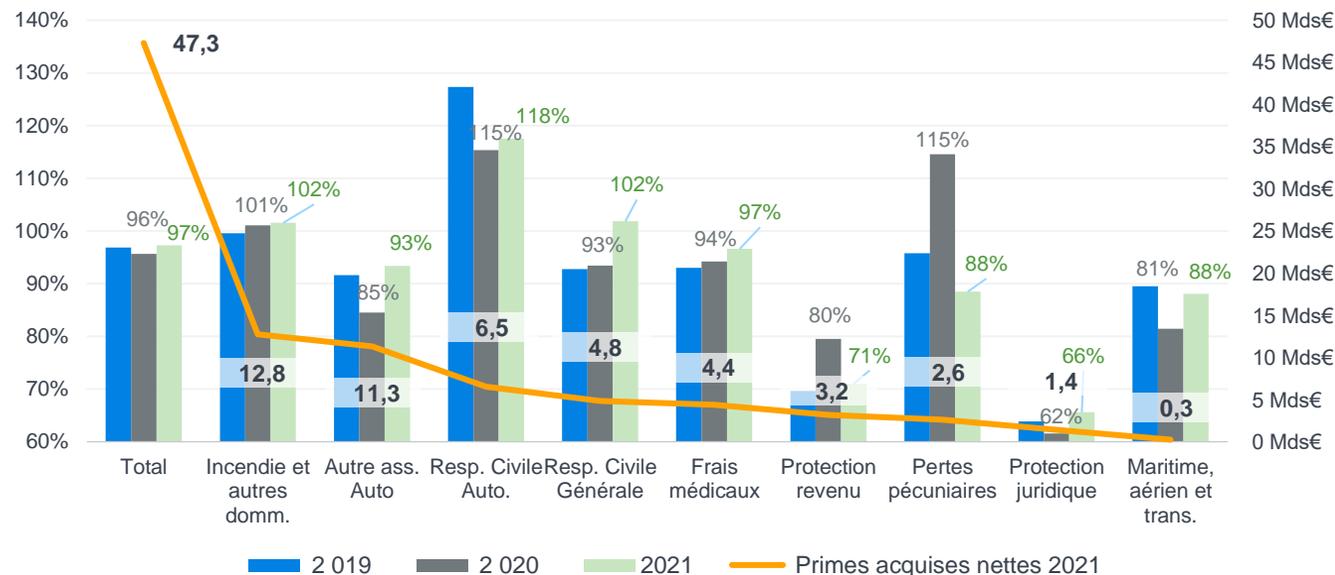
Le panel présenté ici est représentatif des assureurs non-vie du marché français. Ainsi :

- **Protection de revenus :** Les garanties sous-jacentes à cette ligne d'activité (garanties accidents de la vie, protection du conducteur, arrêt de travail) peuvent diverger des garanties observées sur le marché français dans sa globalité. Ainsi, la tendance à la baisse observée sur le ratio combiné de cette ligne d'activité ne saurait être représentative du marché français sur la protection de revenus, toujours tendu en 2021 du fait de la crise de la covid-19 (arrêt de travail, chômage partiel, etc.)
- **Santé :** Dans la continuité de la crise de la covid-19, une contribution exceptionnelle de 500 M€ (sur 1,5 Md€, dont deux tiers payés en 2020) a concerné les assureurs distribuant des produits d'assurance santé. Sur le panel étudié, le ratio se dégrade légèrement. Cela est à modérer au vu de la totalité du marché qui constate une baisse de sinistralité en 2020 (y compris taxe covid), compte tenu des confinements et une nette augmentation en 2021, compte tenu des rattrapages de soins et de la réforme « 100% Santé ».

Ratio SCR / Primes Acquisées nettes de réassurance et marge de risque



Evolution des ratios combinés nets de réassurance



* Les branches crédit-caution et assistance ont été exclues de cette analyse, leur représentativité n'étant pas satisfaisante au sein de notre panel

Couverture du SCR et Marge pour risque

Couverture du SCR : Toutes compagnies confondues, les primes acquises de l'année permettent de couvrir 171% du SCR en moyenne. De plus, des disparités entre acteurs sont observées : les bancassureurs affichent une couverture du SCR par les primes acquises nettes de réassurance supérieure aux assureurs traditionnels (plus de 230% de couverture) et les assureurs mutualistes affichent une couverture du SCR bien moindre, de 135% de couverture par les primes nettes.

Marge pour risque : Celle-ci demeure stable au niveau agrégé.

Notons qu'en fonction de la ligne d'activité, la marge pour risque calculée en pourcentage du Best Estimate peut varier. Parmi les 5 premières lignes d'activité en termes de chiffre d'affaires, la marge pour risque calculée en pourcentage du Best Estimate est **plus importante sur les branches « Protection revenu » et « pertes pécuniaires »**. Cela traduit un désalignement entre la méthode de calcul de la marge pour risque par branche d'activité et le calcul de la meilleure estimation.

Le passage à l'environnement IFRS 17 et l'introduction de l'ajustement au titre des risques non financiers (RA), dont la définition est proche de celle de la marge pour risque, vont amener à **des comparaisons inter-normes**. Certains acteurs soumis à IFRS 17 ont d'ailleurs opté pour une **approche quantitative similaire à celle de la marge pour risque pour la définition de leur RA**.

L'année 2021 : Une année de rebond, mais pas seulement

L'année 2021 marque une **reprise progressive globale** des activités et économique en lien avec les réouvertures (des frontières, des commerces et des économies) et les politiques monétaires des banques centrales, comme en témoigne la croissance de 7% du PIB et une croissance de près de 30% du CAC40. Dans ce contexte économique très favorable, **les chiffres d'affaires sont en nette hausse**.

La **sinistralité est graduellement revenue à des niveaux d'avant crise sanitaire** mais la réouverture des économies a causé **des défaillances dans la chaîne d'approvisionnement**. En conséquence, une **hausse des prix** et une forte **inflation** qui a débuté dès la fin de l'année 2021 et s'installe durablement en 2022. Ces éléments ont notamment impacté la **branche automobile** des assureurs du marché, ainsi que la sinistralité en lien avec **les dommages de biens matériels**.

L'année 2020 avait été particulièrement marquée par une sinistralité importante sur **les risques professionnels**, avec les assurances annulation et les pertes d'exploitation. Les prestations associées aux risques professionnels **sont revenues à un niveau plus standard en 2021** avec un passage de 8,8 Md€ de prestations versées l'an passé à 6,9 Md€ (source : Argus de l'assurance) cette année (ce qui reste plus élevé que les 6,2 Md€ de 2019 du fait de la persistance de la crise sanitaire sur l'année 2021).

Même si la France a globalement été épargnée par les événements climatiques de grande ampleur en 2021, la tendance mondiale depuis plusieurs années est à la hausse et se confirme par **la fréquence élevée des événements climatiques sur le premier semestre 2022**. En effet, selon France Assureurs, les intempéries ayant touché la France depuis fin mai ont causé **1 million de sinistres en seulement 2 mois pour un montant estimé avoisinant les 3,9 Md€** (source : Argus de l'assurance). Il s'agit de chiffres records (le coût enregistré n'a jamais été atteint sur les vingt dernières années) qui sont dus à des orages de grêle entre mai et juin et à de nouvelles intempéries (orages, grêle, foudre, inondations) depuis la mi juin. Le début du second semestre 2022 est d'ores et déjà empreint de lourds sinistres : de nombreux incendies marquent le mois de juillet dans différentes régions de France.

Fortement **impacté par les catastrophes naturelles**, le **secteur agricole** se doit de réaliser sa transition assurantielle. En effet, seules 31% des surfaces agricoles en France sont couvertes par le système actuel (fondé sur l'assurance multirisque climatique des récoltes et le régime des calamités). L'année 2022 signe ainsi l'arrivée de la réforme assurance agricole, mêlant auto-assurance, assurance privée et fonds de solidarité nationale. La réforme a pour objectif la souscription de 70 000 à 80 000 agriculteurs supplémentaires.

Enfin, dans la continuité de ce qui a été observé en 2020, l'année 2021 s'est illustrée par des attaques cyber favorisées notamment par le déploiement d'un télétravail de masse. La France est le pays de l'Union européenne le plus ciblé par des **cyberattaques**, et les secteurs de la finance et de l'assurance sont particulièrement affectés (20% des ransomwares en 2021 dont AssurOne, April et en juillet 2022 le groupe CCR). La part assurée des pertes en 2021 est estimée à 163,6 M€ selon l'étude Lucy de l'AMRAE*. Cela a néanmoins accéléré l'émergence de nouveaux acteurs français (insurtechs) se positionnant sur ce marché.

The recipient should not construe any of the material contained herein as investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting or other advice. The recipient should not act on any information in this document without consulting its investment, hedging, trading, legal, regulatory, tax, accounting and other advisors. The materials in this document represent the opinion of the authors and are not representative of the views of Milliman, Inc. Milliman does not certify the information, nor does it guarantee the accuracy and completeness of such information. Use of such information is voluntary and should not be relied upon unless an independent review of its accuracy and completeness has been performed. Materials may not be reproduced without the express consent of Milliman.

Questions, contact: Veille.Reglementaire@milliman.com

Risk Dashboard Avril 2022 (source EIOPA)

Sur la base de données collectées à Q4 2021 auprès d'un large panel d'assureurs européens, des dernières informations marchés et de toute information disponible, l'EIOPA a résumé dans le tableau ci-dessous la situation à Q1 2022 du niveau des risques auxquels sont soumis les assureurs :

Risques	Niveau	Tendance (Q1 2022)	Horizon (à 1 an)
Risques macro économiques	Elevé	Baisse	Hausse
Risques crédit	Moyen	Stable	Hausse
Risques de marché	Moyen	Stable	Hausse
Risque de liquidité et de financement	Moyen	Hausse	Stable
Solvabilité et profitabilité	Moyen	Stable	Hausse
Interdépendances et déséquilibres	Moyen	Stable	Stable
Risques de souscription	Moyen	Stable	Stable
Perceptions du marché	Moyen	Baisse	Stable
Risques liés aux critères ESG	Moyen	Stable	Hausse
Digitalisation et Risques Cyber	Elevé	Hausse	Hausse

Clés de lecture :

Cette étude s'appuie sur l'analyse des informations issues des reportings S2. Les sources principales des données utilisées sont les rapports sur la stabilité financière des groupes d'assurance annuels et trimestriels. Ces données sont complétées par les rapports prudentiels trimestriels et annuels. En sus, des données publiques sont également utilisées. A partir de cela, l'EIOPA construit des indicateurs (éléments décrits ci-après) auxquels un score est associé. Ces scores sont ensuite transformés et agrégés pour obtenir les 4 niveaux de risque.

Risques	Exemples d'indicateurs
Risques macro économiques	Croissance économique, indice des prix à la consommation, balance fiscale
Risques crédit	Exposition d'une catégorie d'actif vs. mesure du risque de crédit de cette catégorie
Risques de marché	Exposition vs. mesure du risque (via les taux de rendements), indicateur capturant différence entre taux d'intérêt garanti et retours sur investissement
Risque de liquidité et de financement	Taux de rachat, détention de cash & équivalents de cash, etc.
Solvabilité et profitabilité	Ratios de solvabilité, qualité des fonds propres, ratios combinés, ratios de retours sur investissement
Interdépendances et déséquilibres	Assureurs & réassureurs (volumes primes cédées), assureurs & banques, détention de dérivés, exposition à la dette souveraine, etc.
Risques de souscription	Evolution des primes émises, sinistralité, indicateur cat nat
Perceptions du marché	Analyse de la performance du marché de l'assurance, analyse des ratings, etc.
Risques liés aux critères ESG	Notation ESG, investissement dans des green bonds, exposition cat nat, etc.
Digitalisation et Risques Cyber	Risques Cyber, concurrence des Insurtech, fréquence des Cyber incidents, etc.

<https://www.eiopa.europa.eu/tools-and-data/risk-dashboard>